La présidente Dilma Rousseff subit des pressions de l'Église catholique pour mettre son veto à un projet approuvé au Parlement, qui étend les conditions d'accès à l'avortement en cas de viol.

Des secteurs religieux ont prévenu Mme Rousseff, qui est athée, que si elle ne mettait pas son veto au projet, il y aurait une campagne contre elle pour l'élection présidentielle d'octobre 2014, rapporte lundi le quotidien O Globo.

Lors des élections de 2010 où elle a été élue, Mme Rousseff s'était engagée à ne pas dépénaliser totalement l'avortement, seulement autorisé pour l'heure au Brésil en cas de viol jusqu'à huit semaines de grossesse ou quand la vie de la mère est en danger.

Le point le plus polémique du projet, que la présidente doit promulguer avant le 1er août - c'est-à-dire trois jours après le départ du pape François au Brésil à l'occasion des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) - est la mesure dénommée "prophylaxie de la grossesse" pour les femmes victimes de violences sexuelles car les religieux y voit une libéralisation de l'avortement à n'importe quel moment de la grossesse.

La direction de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) a déclaré "qu'associer la grossesse à une maladie qui doit être évitée, avec le terme prophylaxie, était inadmissible", selon le journal.

La mesure rend obligatoire le traitement d'urgence des victimes de violences sexuelles dans les hôpitaux publics (et gratuits) et leur accès à des médicaments pour empêcher la grossesse non désirée, comme la pilule du lendemain.

Ce projet à l'initiative d'une députée du Parti des Travailleurs (PT-gauche, au pouvoir) a été présenté il y a 14 ans et n'a été approuvé au Parlement que le mois dernier. Pour son auteur, Iara Bernardi, "c'est une question de santé publique et de défense des droits de l'homme".

Les mouvements féministes quant à eux réclament la promulgation du projet dans son intégralité, estimant qu'il "rend plus humain le traitement des victimes de violences sexuelles".

Le chef de cabinet à la présidence Gilberto Carvalho a reçu jeudi au palais du gouvernement en audience des prêtres et des laïcs du mouvement "pro-vida" (pour la vie) qui lui ont remis une demande de veto.

Il a déclaré que les religieux "avaient été durs" avec la présidente mais que le gouvernement écoute également les groupes féministes.